



## PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre

Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE

58-2019-02-19-002

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

mettant en demeure la société SCA AXEREAL  
de respecter les dispositions prévues à certains articles  
des arrêtés réglementant son activité de silo de stockage de céréales et de dépôt d'engrais,  
située sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY

\*\*\*\*\*

### LA PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 512-20 et L. 514-5 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 89-68 du 12 janvier 1989 portant autorisation à la société SCAN d'extension d'un silo de stockage de céréales, sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, concernant notamment la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2001-P-3456 du 5 novembre 2001 fixant les dispositions applicables au dépôt d'engrais à base de nitrates, exploité par SCAN/EPIS-CENTRE située sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2001-P-4339 du 10 décembre 2001, modifiant l'arrêté préfectoral n° 2001-P-3456 du 5 novembre 2001 fixant les dispositions applicables au dépôt d'engrais à base de nitrates, exploité par SCAN/EPIS-CENTRE située sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire SILOS n° 2013-352-0003 en date du 18 décembre 2013 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 58-2018-04-03-004 du 3 avril 2018 portant déclassement d'activités exercées par la SCA AXEREAL sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 58-2018-05-24-003 du 24 mai 2018, portant déclassement d'activités exercées par la SCA AXEREAL sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY ;

- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 janvier 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 4 février 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article A3.4 de l'arrêté du 12 janvier 1989, susvisé, dispose : « *L'établissement doit être tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des circuits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents [...]* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article B1.4 de l'arrêté du 12 janvier 1989, susvisé, dispose : « *[...] Tous les locaux doivent être débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant. La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne doit pas être supérieure à 55 g/m<sup>2</sup>, sur une surface qui est définie en accord avec l'Inspecteur des installations classées, comme étant représentative de l'état de l'atelier* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié, susvisé, dispose : « *Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...]* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2.2 de l'arrêté du 5 novembre 2001, susvisé, dispose : « *[...] Avant la mise en stock, l'exploitant doit mesurer la température des engrais réceptionnés avec mention d'une valeur maximale (50°C)* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2.4 de l'arrêté du 5 novembre 2001, susvisé, dispose : « *[...] Le sol doit être en ciment, sans présence de flaques d'eau, de remontée d'humidité du sol et du sous-sol. Le sol doit être tenu propre afin de permettre le contrôle de ses caractéristiques et de leur maintien dans le temps...* » ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 18 décembre 2018, l'Inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- articles A3.4 et B1.4 de l'arrêté du 12 janvier 1989, susvisé, et article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié : il a été constaté d'importants dépôts de poussières sur les structures du bâtiment de stockage « EUROGRAIN » ;
- article 2.2 de l'arrêté du 5 novembre 2001, susvisé : l'exploitant a indiqué avoir perdu le thermomètre à distance ; aussi, le contrôle thermométrique des engrais à réception n'est pas réalisé ;
- article 2.4 de l'arrêté du 5 novembre 2001, susvisé : le sol situé entre les cases bétons était humide.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent autant de manquements aux dispositions des articles A3.4 et B1.4 de l'arrêté du 12 janvier 1989, à l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié, et des articles 2.2 et 2.4 de l'arrêté du 5 novembre 2001, susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement, en mettant en demeure la société SCA AXEREA de respecter les prescriptions des articles A3.4 et B1.4 de l'arrêté du 12 janvier 1989, à l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié, et des articles 2.2 et 2.4 de l'arrêté du 5 novembre 2001, susvisés ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

# ARRÊTE

## ARTICLE 1 – OBJET

La SCA AXEREAL, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, sise rue Vauban sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles A3.4 et B1.4 de l'arrêté du 12 janvier 1989, à l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié, et des articles 2.2 et 2.4 de l'arrêté du 5 novembre 2001, susvisés.

## ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ARTICLE 4 – EXÉCUTION

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Maire de GUÉRIGNY
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont une copie sera notifiée à M. le Directeur de la SCA AXEREAL et dont l'original sera transmis à M. le Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **19 FEV. 2019**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
**Stéphane COSTAGLIOLI**

